

**HOPITAL RENEE SABRAN**  
**BD HENRI HERRIOT - GIENS**  
**83406 HYERES**

**N° d'opération : 250104**

**PUI - Réaménagement et mise en conformité du bâtiment -  
niveau supérieur : aménagement des anciens laboratoires  
pour l'accueil de l'administration**

Hôpital Renée Sabran - bd Edouard Herriot - Giens - 83400 HYERES



**Maîtrise d'ouvrage**  
**Groupement Hospitalier Renée Sabran**  
Hôpital Renée Sabran - bd Edouard Herriot -  
Giens - 83400 HYERES

# ***PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE***

## **Mission C.SPS de niveau : 2**

<b>PHASES</b>	<b>DATE</b>	<b>DATES DES MISES A JOUR</b>				
<b>CONCEPTION</b>	<b>25/05/2025</b>					
<b>REALISATION</b>						
<b>FINAL</b>						

## SOMMAIRE

<b>1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE</b>	<b>6</b>
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Destination	6
1.1.2. Présentation de l'environnement	6
1.1.3. Description sommaire des ouvrages	6
<b>2. LOTS</b>	<b>6</b>
2.1.1. Renseignements administratifs du marché	7
2.1.2. Plan de situation	7
2.1.3. Plan masse	8
2.2. Présentation des intervenants	8
2.3. Mission du coordonnateur	9
2.3.1. Définition de la mission	9
2.3.2. Limites de la mission - étendue des responsabilités	9
2.4. Règlements	10
2.4.1. Hygiène et sécurité, prévention des accidents du travail	10
2.4.2. Electricité	10
2.5. Documents de référence pour l'établissement et l'évolution du PGCSPS	10
2.6. Renseignements généraux	11
2.6.1. Déclaration préalable	11
2.6.2. Autorisations administratives	11
2.6.2.1. Permis de construire	11
2.6.3. Formation	11
2.6.4. Horaires	11
2.6.5. Durée globale des travaux	11
2.6.5.1. Période de préparation	11
2.6.6. Désignation des lots	12
2.6.7. Prévision du nombre d'entreprises et de leurs sous-traitants	12
2.6.8. Prévision d'effectifs	13
2.7. Sujétions liées au site - Sujétions liées au contexte	13
2.7.1. Accès	14
2.7.2. Permis de feu	14
2.7.3. Incinération et classement des déchets sur chantier	14
2.8. Renseignements administratifs	15
2.8.1. Demandes d'autorisations	15
2.8.2. Administrations	15
2.8.3. Concessionnaires et services extérieurs	15
2.8.4. Services d'urgence	15
2.8.5. Organismes de prévention ou relevant du travail et de la santé	15
<b>3. RENSEIGNEMENTS D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR ET LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT.</b>	<b>16</b>
3.1. Calendrier général prévisionnel	16
3.1.1. Délais d'exécution	16
3.1.2. Période de préparation	16
3.2. Gestion des problèmes et aléas	16
3.3. Moyens de prévention intégrés à l'ouvrage	16
3.4. des risques et suggestions des moyens à mettre en œuvre	17
Lot N°06 – Cloisonnement, plafonds suspendus / Lot N° 07 Menuiseries	17
Lot N°06 – Peinture – Lot N°08 revêtements de sols et murs	Erreur ! Signet non défini.
3.4.1. Lot N°11 – Plomberie / sanitaire / V.M.C	Erreur ! Signet non défini.
3.4.2. Lot N°12 Electricité courants forts courants faibles / SSI	Erreur ! Signet non défini.
3.5. Prévention des risques lors de travaux à proximité d'ouvrages électriques ou gaz	20
3.6. Risques spécifiques liés à la présence d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante	20
3.6.1. Recherche d'amiante dans les immeubles bâtis	20
3.6.2. Dossier technique	21
3.6.3. Confinement et retrait d'amiante, travaux et intervention sur matériaux et produits contenant de l'amiante	21

<b>3.7. Organisation générale de chantier</b>	<b>21</b>
3.7.1. Inspection commune	21
3.7.2. Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	21
3.7.3. Branchements provisoires de chantier	24
3.7.4. Electricité de chantier	24
3.7.5. Signalisation	25
3.7.6. Circulations et accès	26
3.7.7. Les zones de stockage	26
3.7.8. Protection incendie	27
3.7.9. Protections collectives	27
3.7.10. Protections individuelles	28
3.7.11. Elévation du personnel	28
3.7.12. Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales	29
3.7.12.1. Cheminements horizontaux	29
<b>3.8. Calendrier d'exécution, adaptations sur temps réel</b>	<b>29</b>
<b>3.9. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels</b>	<b>29</b>
3.9.1. Approvisionnements	29
3.9.2. Utilisation d'outils de sciage de matériaux	30
3.9.3. Limitation du recours aux manutentions manuelles	30
<b>3.10. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres</b>	<b>31</b>
3.10.1. Nettoyage de chantier - stockage et reprise	31
3.10.2. Les conditions d'enlèvement déchets industriels spéciaux et des matériaux dangereux utilisés	31
<b>3.11. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site</b>	<b>32</b>
3.11.1. Utilisation commune des installations	32
3.11.2. Interaction sur le site	32
3.11.3. Interaction avec les concessionnaires et intervenants extérieurs	32
<b>4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>32</b>
<b>5. LES MESURES GENERALES PRISES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</b>	<b>32</b>
<b>6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE</b>	<b>33</b>
<b>6.1. Procédures communes d'organisation des secours</b>	<b>33</b>
6.1.1. Premiers secours	33
6.1.2. Secouristes	33
6.1.3. Matériel de secours installé sur le site	33
6.1.4. Mesures prises pour l'évacuation des blessés	33
<b>6.2. Services d'urgence</b>	<b>34</b>
<b>7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>35</b>
7.1. Relations de sous-traitance	35
7.2. Travailleurs indépendants	35
<b>8. INFORMATIONS RELATIVES AU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE</b>	<b>35</b>
8.1. Définition du D.I.U.O.	35
8.2. Etendue des dispositions figurant dans le D.I.U.O.	35
8.3. Documents, plans et notes techniques rassemblés dans le D.I.U.O.	36
<b>9. EVOLUTION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE</b>	<b>37</b>
9.1. Tableau de mise à jour	37
9.2. Liste des annexes	37
<b>10. CONCLUSION</b>	<b>37</b>
<b>11. ANNEXES</b>	<b>38</b>
11.1. Documents, plans et notes techniques pour le D.I.U.O	38
11.2. Rappel réglementaire sur le P.P.S.P.S.	40
11.2.1. Textes de référence	40
11.2.2. Le contenu minimum exigible par textes législatifs	40
11.3. Programme de repérage des matériaux pouvant contenir de l'amiante	41

PGC – COMOTYS  
PUI

## **1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE**

### **1.1. PRESENTATION DU PROJET**

<b>PUI</b>
------------

#### **1.1.1. Destination**

Centre hospitalier

#### **1.1.2. Présentation de l'environnement**

Le projet se situe au sein d'un complexe hospitalier, le CH d'HYERES et donc, à proximité immédiate de services de l'établissement qui reste en activité pendant les travaux !

Une attention particulière sera apportée à la coactivité sur le site avec le personnel de l'hôpital durant les phases de travaux :

Le personnel occupera le bâtiment sur le niveau qui ne sera pas en cours de désamiantage.

L'accès au chantier sera indépendant des flux de circulation du personnel.

Les travaux devront être réalisés dans le plus grand respect des normes hospitalières, les nuisances sonores et visuels devront être réduites au minimum.

#### **1.1.3. Description sommaire des ouvrages**

##### **Les travaux concernent :**

La réhabilitation du bâtiment Pharmacie et Laboratoires, une construction de 1968 situé au sein de l'hôpital Renée Sabran à Giens et comprenant 3 niveaux :

- Rez-de-cour (RDCour) : accès du personnel, locaux techniques, locaux de stockage PUI ;
- Rez-de-chaussée bas (RDC Bas) : Pharmacie à Usage Unique (PUI) ;
- Rez-de-chaussée haut (RDC Haut) : Laboratoires (très partiellement occupé).

Un changement partiel de destination intervient dans cette rénovation :

- Le RDCour comprend l'entrée principale (personnel et public), les vestiaires du personnel, les locaux techniques et les locaux de stockage de la PUI ;
- Le RDC Bas comprend des services de l'administration, y/c une salle d'instance de 25 personnes ;
- Le RDC Haut comprend la PUI.

L'ensemble relève d'une mise en conformité, en améliorant les conditions actuelles d'accessibilité dans la mesure des contraintes structurelles et patrimoniales.

##### **Caractéristiques générales de l'ERP :**

Seul le RDC Bas et une partie du RDCour seront accessibles au public (accès principal par le RDCour).

Il s'agit d'un ERP de 5ème catégorie (PE de type W) sans locaux à sommeil dont le plancher bas du dernier niveau est situé à moins de 8 m par rapport au niveau d'accès des sapeurs-pompiers.

**Classement de l'établissement :** ERP de 5ème catégorie (PE de type W)



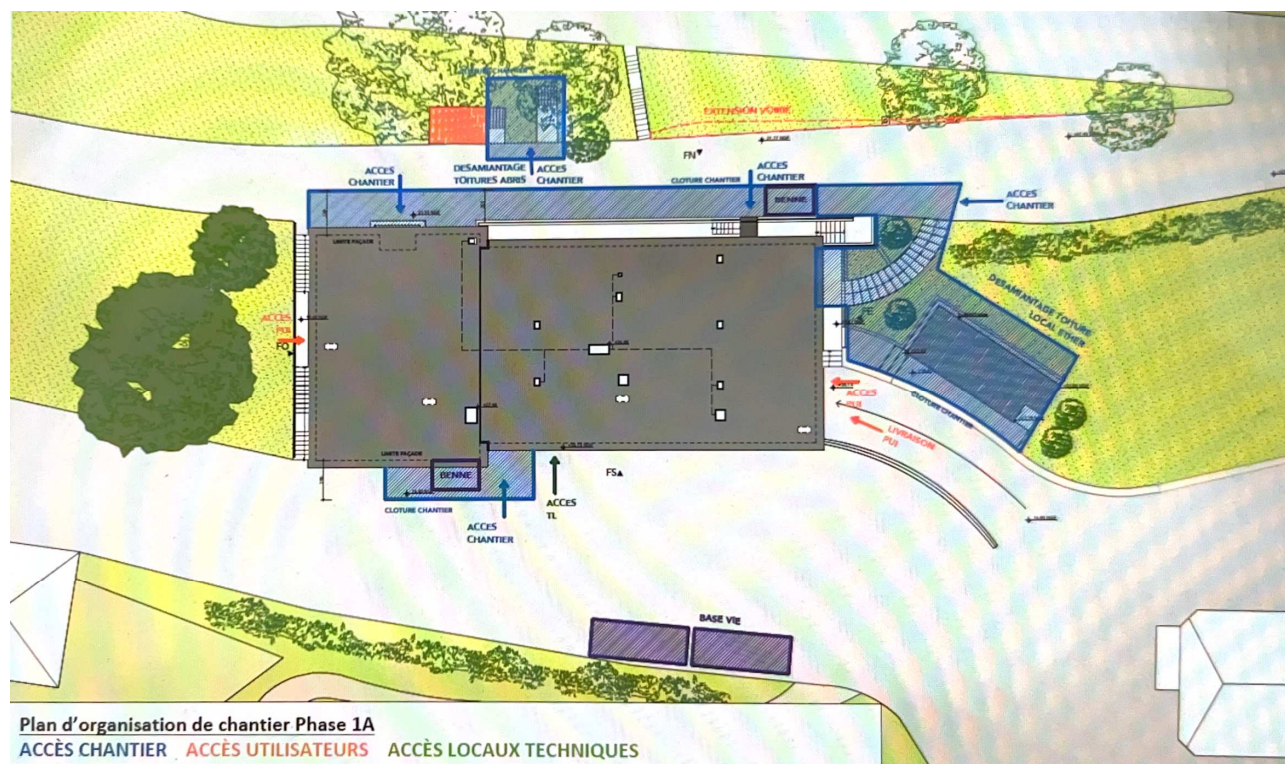
#### Renseignements administratifs du marché

- Mode de consultation : appel d'offres.
- Mode de passation : lots séparés.
- Type de marché : publique
- Définition de la catégorie de l'opération : 2

#### 1.1.4. Plan de situation



### 1.1.5. Plan masse



### 1.2. PRESENTATION DES INTERVENANTS

Mission	Représenté par	Adresse	Téléphone
Maître d'ouvrage	M. ZELJKO VUKSANOVIC	Hospices Civils de Lyon DIRECTION GENERALE 3 Quai des Célestins 69002 LYON <a href="mailto:zeljko.vuksanovic@chu-lyon.fr">zeljko.vuksanovic@chu-lyon.fr</a>	04.72.40.70.02 06.16.64.66.05
Maître d'œuvre Conduite d'opération	BBG ARCHITECTE	145 A Rue Alexandre Borrelly 83000 TOULON <a href="mailto:Bbg.architectes@wanadoo.fr">Bbg.architectes@wanadoo.fr</a>	04.98.01.30.30
Contrôle Technique	JEAN BAPTISTE JULIEN	BUREAU VERITAS La France ZAC valgora La Valette BP 502 83041 TOULON CEDEX	04 94 14 19 43
BET DESAMIANTEGE		FD EXPERTISE 5 Impasse des mésanges bleues 83250 LA LONDE LES MAURES	06 11 35 82 68
BET structure		AIES 266 Chemin de la bayette 83220 LE PRADET	04 94 33 74 56
BET ELEC CFO		INGE2M 239 Chemin de la Carraire 83200 TOULON	06 27 08 31 04
BET THERMIQUE PB CVC		OEVI INGENIERIE 174 Rue du Mas de Clapier 83200 PUGET VILLE	04 94 14 95 16
ECONOMISTE OPC		EEAC 65 Route du Vallon 83320 CARQUEIRANNE	06 73 88 69 68
CSPS	Virginie DEVRED	COMOTYS 69 RUE DU ROUET 13008 MARSEILLE	03 28 33 56 90 06 60 06 58 04



### 1.3. MISSION DU COORDONNATEUR

#### 1.3.1. Définition de la mission

La mission du coordonnateur de sécurité est définie dans le code du travail par l'Ordonnance N°2007-329 du 12 mars 2007 modifiant le code du travail et par le Décret 2008-244 du 7 mars 2008.

#### La mission C.SPS de ce chantier est de niveau : 2

Notamment en ce qui concerne :

##### Coordonnateur sécurité en phase de CONCEPTION :

- Il élabore le Plan Général de Coordination (L. 4532-8, L.4532-18, R.4532-12).
- Il constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (L.4532-16, L.4532-18, R. 4532-12).
- Il ouvre le Registre Journal de la coordination (L.4532-18, R.4532-12).
- Il définit les sujétions afférentes à la mise en place des protections collectives, appareils de levage, accès provisoires, installations générales, installations électriques ( L.4532-18, R.4532-12 ).
- Il assure la transmission avec le coordonnateur phase réalisation ( L.4532-18, R.4532-12 ).

##### Coordonnateur sécurité en phase de REALISATION :

- Il organise la coordination en matière de sécurité (L.4532-18, R.4532-13).
- Il veille à l'application des règles définies (L.4532-18, R.4532-13).
- Il tient à jour le PGC et le Registre Journal (L.4532-18, R.4532-13).
- Il complète le DIU (L.4532-18, R.4532-13).
- Il préside le CISSCT.

#### 1.3.2. Limites de la mission - étendue des responsabilités

Les limites de la mission du coordonnateur sont définies dans le code du travail par l'Ordonnance N°2007-329 du 12 mars 2007 modifiant le code du travail et par le Décret 2008-244 du 7 mars 2008.

Notamment en ce qui concerne :

##### PARTIE LEGISLATIVE

Art. L.4532-6 étendue des responsabilités

*« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code (CDT), à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil. »*

##### PARTIE REGLEMENTAIRE

Art. R.4532-17, R.4532-25 à R.4532-28

Art. R.4532-20, R.4532-22

Art. R.4532-6, R.4532-8, R.4532-9

Art. R.4532-11 à R.4532-16

Art. R.4532-38 à R.4532-41

compétence du coordonnateur.  
contrats et rémunérations.  
autorité et moyens.  
la mission du coordonnateur.  
registre journal.

#### 1.4. REGLEMENTS

**L'ensemble des intervenants sur le chantier devra se conformer à l'ensemble des règlements en vigueur concernant l'hygiène, la sécurité et la santé.**

En particulier en ce qui concerne :

##### 1.4.1. Hygiène et sécurité, prévention des accidents du travail

- **Ordonnance N°2008-329 du 12 mars 2008** modifiant le code du travail – Partie législative (reprenant la loi du 31.12.92 N°93-1418 et l'ensemble des parties législatives sur la sécurité et la santé dans les travaux de génie civil).
- **Décret du 7 mars 2008 N°2008-244** modifiant le code du travail – Partie Réglementaire (reprenant le décret du 26.12.94 N°94-1159 et l'ensemble des décrets concernant la sécurité et la santé ainsi que la formation professionnelle).

##### 1.4.2. Electricité

- **CdT partie réglementaire R4534 section 12** : protection des travailleurs contre les risques de l'électricité.
- **Circulaire du 21 décembre 1970 70-21** : exécution des travaux ou d'opérations au voisinage de lignes électriques souterraines et autres installations électriques.

**Cette liste n'est pas limitative, chaque intervenant devant se conformer à l'ensemble des règlements en vigueur.**

#### 1.5. DOCUMENTS DE REFERENCE POUR L'ETABLISSEMENT ET L'EVOLUTION DU PGCSPS

DOCUMENTS DE REFERENCE ET EVOLUTION EN CONCEPTION					
PHASES	DATE	DOCUMENTS	FOURNI	NON FOURNI	OBSERVATIONS
ESQ.		Programme		X	
		Plans et notices sommaires	X		
A.P.S.		Ensemble des plans		X	
		Dispositions techniques envisagées		X	
		Calendrier prévisionnel		X	
		Estimation provisoire		X	
		Annuaire des intervenants		X	
A.P.D.	02/2013	Plans, coupes, façades		X	
		Détails spécifiques		X	
		Principes constructifs, descriptif.	X		CCTP lot par lot
		Estimation définitive lot par lot			
		Dossier technique amiante	X		SANS OBJET
		Diagnostic plomb		X	
		Rapport du bureau de contrôle		X	
P.D.D		Pièces du permis de démolir		X	
P.C.		Pièces du permis de construire		X	
		Déclaration préalable		X	
PRO.		Plans, coupes, façades		X	
		Détails et pièces graphiques		X	
		Pièces écrites	X		CCAP, CCTP lot par lot
		Estimation par lot sur avant métré		X	
		Calendrier prévisionnel de travaux		X	
A.C.T.		Annuaire des entreprises		X	
		Offres des entreprises		X	
		Ensemble des pièces des marchés			INCOMPLET
		Calendrier définitif des travaux		X	
		Ordre de services		X	
DOCUMENTS DE REFERENCE ET EVOLUTION EN REALISATION					
EXE.		Plan d'installation de chantier		X	Accès, signalisation, cantonnements. Fluides. stockage, etc.
		Annuaire mis à jour des entreprises		X	Entreprises titulaires et sous-traitants.

		PPSPS des entreprises		X	
		Mises à jour du calendrier		X	
		Comptes-rendus de chantier			
		Pièces à intégrer dans le DIUO		X	
		Divers			
A.O.R. récept.		Pièces à intégrer dans le DIUO		X	
		P.V. de réception		X	
		Divers			

## 1.6. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### 1.6.1. Déclaration préalable

La déclaration préalable doit être transmise à la date du dépôt de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux ne nécessitant pas permis de construire par le maître d'ouvrage auprès des services concernés (Inspection de Travail, CRAM, OPPBTP).

Date de transmission de la déclaration préalable :

### 1.6.2. Autorisations administratives

#### 1.6.2.1. Permis de construire

Mairie de dépôt :

N° du permis :

Date :

.

### 1.6.3. Formation

Les entreprises devront avoir satisfait à leurs obligations d'avoir formé leur personnel aux travaux à réaliser, selon l'article R.4641-2 et suivants.

- Formation à la conduite d'engins.
- Formation aux postes de travail.

### 1.6.4. Horaires

Toute demande de dérogation d'horaire devra faire l'objet d'un accord écrit du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur de sécurité et de l'inspection du travail, et ceci dans un délai minimum de 72 heures.

### 1.6.5. Durée globale des travaux

#### 1.6.5.1. Période de préparation

La période de préparation devra être de 1 mois au minimum sauf accord préalable défini par le maître d'ouvrage portant cette durée à plus de 1 mois.

Le chantier étant découpé en différentes phases

Le délai d'exécution est de : 17 mois

Cette période inclue l'ensemble des différentes phases du chantier (se référer au plan de phasage)

Phasage de l'opération

Afin de permettre à la pharmacie de continuer son activité pendant les travaux, ceux-ci vont se dérouler en 2 phases, après la période de préparation de chantier d'une durée de 4 semaines.

La phase 1 concernera le RDC Haut dans sa totalité et une partie du RDC Bas (zone

PGC – COMOTYS

PUI

escalier) et le RDCour concerné par l'opération ainsi que les locaux extérieurs (locaux déchets et stock. O2). La pharmacie existante doit conserver la totalité de ses moyens (accessibilité, fluides, Réseaux) pour assurer son activité. Cette phase 1 se déroulera en 2 temps :

- La phase 1A, d'une durée globale de 3 semaines, comprend un confinement de la zone escalier du RDC Bas et l'aménagement provisoire d'un bureau 2 postes dans le vestiaire homme avant la réalisation du désamiantage.

- La phase 1B, d'une durée globale de 31 semaines, comprend la réalisation des travaux proprement dit du même périmètre sur les 3 niveaux. Elle fera l'objet d'une réception et d'une mise en service pour permettre le déménagement de la pharmacie et la reprise de son activité avec la totalité de ses moyens.

La phase 2 concernera le RDC Bas après le déménagement de la pharmacie. Elle se déroulera aussi en 2 temps :

- La phase 2A, d'une durée globale de 3 semaines, comprend le désamiantage.

- La phase 2B, d'une durée globale de 28 semaines, comprend la réalisation des travaux proprement dit du même périmètre du niveau RDC bas. Elle fera l'objet d'une réception et d'une mise en service pour permettre l'aménagement de l'administration.

## 2 Désignation des lots

Lot 01 : Désamiantage

Lot 02 : Démolition – Gros-oeuvre – Maçonnerie – VRD

Lot 03 : Étanchéité – Isolation de la toiture

Lot 04 : Ravalement des façades – ITE

Lot 05 : Menuiseries extérieures et occultations

Lot 06 : Cloisons – Doublages – Faux-plafonds – Peinture

Lot 07 : Menuiseries intérieures – Aménagement intérieur – Signalétique

Lot 08 : Revêtements des sols et des murs

Lot 09 : Serrurerie – Métallerie

Lot 10 : Appareil élévateur

Lot 11 : Chauffage Ventilation Climatisation – Plomberie

Lot 12 : Électricité CFO/cfa

Prévision du nombre d'entreprises et de leurs sous-traitants

**Le tableau de désignation des entreprises et de leur sous-traitant est à compléter par les entreprises et à insérer dans le PPSPS de chaque entreprise intervenante.**

N° lot	Désignation	T I	S T	Nom de l'entreprise	Adresse	Interlocut.	Tél.	Fax
01	desamiantage							
02	Démolition gros œuvre maçonnerie vrd							
03	Étanchéité – Isolation de la toiture							
04	Ravalement des façades – ITE							
05	Menuiseries extérieures et occultations							
06	Cloisons – Doublages – Faux-plafonds – Peinture							
7	Menuiseries intérieures – Aménagement							

	intérieur – Signalétique							
8	Revêtements des sols et des murs							
9	Serrurerie – Métallerie							
10	Appareil élevateur							
11	Chauffage Ventilation Climatisation – Plomberie							
12	Electricité C.F.A / C.F.O – S.S.I							

Colonnes : TI, entreprise titulaire du lot - ST, entreprise sous traitante.

#### 1.6.6. Prévision d'effectifs

Le tableau de prévision d'effectif des entreprises et de leur sous-traitant est à compléter par les entreprises et à insérer dans le PPSPS de chaque entreprise intervenante.

N° lot	Désignation	T I	S T	Nom	Total heures	Effectif moyen	Effectif de pointe	Durée moyenne
N° lot	Désignation	T I	S T					
01	desamiantage							
02	Démolition gros œuvre maçonnerie vrd							
03	Étanchéité – Isolation de la toiture							
04	Ravalement des façades – ITE							
05	Menuiseries extérieures et occultations							
06	Cloisons – Doublages – Faux-plafonds – Peinture							
7	Menuiseries intérieures – Aménagement intérieur – Signalétique							
8	Revêtements des sols et des murs							
9	Serrurerie – Métallerie							
10	Appareil élévateur							
11	Chauffage Ventilation Climatisation – Plomberie							
12	Electricité C.F.A / C.F.O – S.S.I							

Colonnes : TI, entreprise titulaire du lot - ST, entreprise sous-traitante.

#### 1.7. SUJETIONS LIEES AU SITE - SUJETIONS LIEES AU CONTEXTE

**-Une attention particulière devra être portée sur les risques liés au maintien de fonctionnement de l'hôpital, pendant les travaux**



En fonction du phasage, les zones en travaux devront être totalement isolées par des confinements étanches, afin de créer des chantiers clos et indépendants...suivant prescription de la maîtrise d'œuvre.

Les démolitions engendrant des nuisances sonores et/ou vibration se feront entre 16H et 20H

Accès

Les accès se feront par la rue Edouard Herriot ;

Pour les livraisons sur gros porteurs, l'autorisation du service de sécurité du CH est obligatoire

### 1.7.1. Permis de feu

**Tous travaux réalisés par point chaud (soudage, découpage chalumeau, arc électrique, etc.) devront faire l'objet d'un permis de feu conformément à la réglementation en vigueur.**

**Il est à noter que dans les zones rénovées, le permis feu est obligatoire. Les têtes de DI qui seront neutralisées durant les interventions devront être remises en service les nuits et weekend afin de prévenir de tout risque de feu dans l'enceinte de l'hôpital**

### 1.7.2. Incinération et classement des déchets sur chantier

**Conformément à la Loi du 13 juillet 1992 les feux d'incinération de déchets (résidus de démolition, emballages, matériaux, etc.) sont interdits sur le chantier.**

Les entreprises devront se rapprocher des services compétents en ce qui concerne l'ensemble des autorisations à obtenir pour le classement et l'enlèvement en décharge des déchets de chantier.

Classement des déchets de chantier		
Déchets Inertes (DI)	Déchets Inertes Banals (DIB)	Déchets Industriels Spéciaux (DIS)
Pierres naturelles	Béton léger (cellulaire)	Bois (lamellé collé, bois traité)
Produits manufacturés mis en œuvre	Gypse et plâtre	Produits hydrocarbonés à base de houille
Gypse et plâtre	Métaux	Amiante
Terres et matériaux de terrassement	Verres spéciaux	Eléments et agents de fixation
Céramique	Bois	Peintures et vernis
Matériaux minéraux de démolition mélangés (hors plâtre)	Produits hydrocarbonés issus du pétrole	Modificateur des propriétés biologiques (pesticides...)
Verre ordinaire	Fibres organiques	Accessoires et matériels souillés et non secs (rouleaux, brosses, ...)
Laine minérale	Produits de synthèse (plastiques...)	Produits chimiques divers
	Matières adhésives, agents de fixation	
	Agents de jointoiement	
	Quincaillerie, serrurerie	
	Produits mélangés issus de chantier de réhabilitation	
	Accessoires pour peinture, absorbants et matériels souillés secs	

Déchets d'emballages devant être valorisés		Classe
Emballages de transport non souillés	Palettes bois, boîtes carton, films plastiques	DIB
Emballages des primaires vides, égouttés, séchés	Cas général ayant contenu un produit étiqueté F, F+, T ou Xn et ayant été rincé	DIB
Emballages des primaires vides, égouttés, séchés	Cas général ayant contenu un produit étiqueté F, F+, T ou Xn et n'ayant pas été rincé	DIS
Emballages souillés	Par résidus solides, liquides, pâteux ou en poudre	DIS

## 1.8. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

### 1.8.1. Demandes d'autorisations

Il incombe à chaque entreprise d'établir auprès des services administratifs compétents toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux :

Services administratifs, Mairie, et divers.

Demandes d'arrêtés, échafaudage, voiries, benne, etc.

DICT.

Divers...

### 1.8.2. Administrations

NOM	Adresse	Téléphone
<b>METROPOLE TOULON</b>	107 Bd Saint Henri FABRE CS 30536- 83041 TOULON CEDEX 9	04.94.93.83.00
<b>Conseil Général</b>	Rue Emile Ollivier 83000 TOULON	04.98.00.85.00
<b>Mairie</b>	12 avenue Joseph CLOTIS 83400 HYERES	04.94.00.78.78
<b>Préfecture</b>	Bd du 112 <sup>ème</sup> R.I 83000 TOULON	04.94.18.83.83

### 1.8.3. Concessionnaires et services extérieurs

NOM	Adresse	Téléphone
<b>EDF/GDF</b>	1 Bd de la Démocratie – 83000 TOULON	09.69.32.15.15
<b>Dépannage GAZ</b>		
<b>Dépannage Electricité</b>		
<b>France Télécom Lille</b>	155 Avenue Flora TRISTAN – 83130 LA GARDE	09.64.46.48.85
<b>Service des eaux</b>	685 Le vieux chemin de TOULON – 83400 HYERES	

### 1.8.4. Services d'urgence

NOM	Adresse	Téléphone
<b>SAMU</b>		15 ou 112
<b>HOPITAL</b>	579 rue du Mal JUIN – 83400 HYERES	04.94.00.24.00
<b>POMPIERS</b>		18
<b>POLICE</b>		17

### 1.8.5. Organismes de prévention ou relevant du travail et de la santé

ORGANISMES	Adresse	Téléphone
<b>CARSAT</b>	Espace ALEXANDRA – 359 rue St JOSEPH – 83400 HYERES	0820.90.41.86 04.91.83.70.00
<b>OPPBTP</b>	10 Place JOLIETTE – 13002 MARSEILLE	04.91.71.48.48

## **2. RENSEIGNEMENTS D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR ET LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT.**

### **2.1. CALENDRIER GENERAL PREVISIONNEL**

#### **2.1.1. Délais d'exécution**

Le délai d'exécution est de 17 mois dont 1 de préparation

#### **2.1.2. Période de préparation**

Durant la période de préparation l'entreprise principale, en concertation avec le coordonnateur de réalisation devra définir son plan d'installation de chantier sur lequel seront indiqués en particulier :

- les accès de chantier,
- les clôtures et les signalisations de sécurité,
- les points de branchements des énergies, fluides et évacuations,
- l'implantation de la base vie avec indication des locaux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- les zones de stockage,
- les zones d'enlèvement de déchets,
- l'ensemble des moyens spécifiques de sécurité mis en place.

L'ensemble de ces éléments devra être notifié dans le PPSPS de l'entreprise principale pour diffusion à l'ensemble des intervenants.

### **2.2. GESTION DES PROBLEMES ET ALEAS**

Se référer à l'ensemble des pièces contractuelles de l'opération.

### **2.3. MOYENS DE PREVENTION INTEGRES A L'OUVRAGE**

L'utilisation des moyens de prévention existant est conditionnée à une étude préalable mettant en évidence les caractéristiques de ces moyens, leur état et la compatibilité avec l'usage prévu lors des interventions.

Les entreprises devront obtenir les autorisations de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre pour l'utilisation de moyens de prévention intégrés à l'ouvrage ou pour l'utilisation d'ouvrage ou partie d'ouvrage pour la mise en place de moyens de prévention provisoires.

## 2.4. DES RISQUES ET SUGGESTIONS DES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE

### LOT N°01 – DESAMANTAGE

R I S Q U E S P R I N C I P A U X	
<p>Contamination par l'amiante par le non respect de la réglementation ;</p> <p>Intoxication des voies respiratoires : lors des manipulations de matériaux amiantés</p> <p>Chutes de plain-pied : dans les installations de chantier au sol, sur planchers de travail, sur passerelles de franchissement et accès, sur les accès en général</p> <p>Chutes de hauteur : depuis les planchers de travail (bordures au vide, trémies...), depuis passerelles et plates-formes, depuis les échelles et échafaudages...</p> <p>Coincements, écrasements et blessures lors des manipulations de : pièces d'assemblage, étais, matériaux, ...</p> <p>Coincements, écrasements, heurts et blessures lors des manutentions avec : matériels et matériaux.</p> <p>Ecrasements, heurts et blessures du fait de chutes d'objets : petits objets et outillage, renversement des éléments préfabriqués, murs, effondrement d'étalement, d'éléments divers en cour de pose et manutention....</p> <p>Ecrasements, heurts et blessures du fait d'utilisation de machines de transport : camion, véhicules d'approvisionnement...</p> <p>Ecrasements, heurts et blessures du fait de mauvaises conditions de stockage.</p> <p>Intoxication des voies respiratoires : lors des manipulations de matériaux friables d'isolation...</p> <p>Lésions oculaires par projection de particules lors des travaux de soudage, tronçonnage, perçage...</p> <p>Electrocution, brûlures par contact électrique : réseau de chantier, machines, outils, éclairage, proximité de lignes existantes.</p>	

Nature des travaux	Risques	Mesures à prendre
Utilisation des circulations provisoires de chantier	Chutes de hauteur, glissements, blessures, etc..	Un balisage particulier de la zone sera effectué de façon à éviter toute pénétration d'intervenants extérieurs non munis d'équipements spécifiques dans la zone de travail. La signalétique amiante appropriée sera apposée à l'entrée de chacune des futures zones en travaux. En particulier, les panneaux 'Danger Amiante' et 'Port du masque obligatoire' seront prévus, ainsi que tous les panneaux de sécurité tels que les interdictions d'accès, les interdictions de pénétrer. Mise en place du confinement dynamique et de l'équipement indispensable à la mise en dépression des zones
Travaux en hauteur	Chutes d'objets  Chutes de hauteur des ouvriers	Mise en place de protections collectives type filets. Vérification de stabilité des matériels et matériaux mis en place nécessaires aux travaux, étalements, éléments préfabriqués... Travaux en surplomb de travailleurs à proscrire. Mise en place continue des protections collectives contre les chutes de hauteur.
Travaux sur échafaudages de pied	Effondrement, chute de hauteur...	Conformité des matériels utilisés, mise en place des protections collectives, conformité des circulations... Conformité de mise en œuvre, stabilisation au sol, arrimage... Stockage de matériaux interdit sur les circulations et planchers incompatibles.
Utilisation de moyen d'élévation mobile	Effondrement, chutes de hauteur.	Conformité des moyens d'élévation utilisés, utilisation adaptée et suivant les prescriptions du fabricant. Moyens équipés des protections contre les chutes de hauteur. Signalisation et balisage des zones d'intervention. Surface au sol stabilisée.
Manutentions manuelles	Accidents corporels, blessures, etc.	Limitation des manutentions manuelles. Respect du Décret N°92-958 du 03.09.1992. Limitation des charges. <i>De façon habituelle pas de charges supérieures à 55 Kg, avec certificat d'aptitude, sans que ces charges ne soient supérieures à 105 Kg.</i> Circulations de chantier conformes et maintien en parfait état.

Utilisation de machines et outils	Blessures, accidents corporels, etc.	Conformité des matériels. Compétence des utilisateurs. Protections individuelles.
Utilisation de produits dangereux et toxiques	Brûlures, asphyxie, pollution, etc.	Stockage spécifique sur site. Protections individuelles.
Utilisation du réseau électrique provisoire de chantier	Electrocution, brûlures...	Conformité des équipements électriques.

**Lot N°02 à 11 –**

<b>R I S Q U E S   P R I N C I P A U X</b>	
Chutes de plain-pied : dans les installations de chantier au sol, sur planchers de travail, sur passerelles de franchissement et accès, sur les accès en général	
Chutes de hauteur : depuis les planchers de travail (bordures au vide, trémies...), depuis passerelles et plates-formes, depuis les échelles et échafaudages...	
Coincements, écrasements et blessures lors des manipulations de : pièces d'assemblage, étais, matériaux, ...	
Coincements, écrasements, heurts et blessures lors des manutentions avec : matériels et matériaux.	
Ecrasements, heurts et blessures du fait de chutes d'objets : petits objets et outillage, renversement des éléments préfabriqués, murs, effondrement d'étalement, d'éléments divers en cour de pose et manutention....	
Ecrasements, heurts et blessures du fait d'utilisation de machines de transport : camion, véhicules d'approvisionnement...	
Ecrasements, heurts et blessures du fait de mauvaises conditions de stockage.	
Intoxication des voies respiratoires : lors des manipulations de matériaux friables d'isolation...	
Lésions oculaires par projection de particules lors des travaux de soudage, tronçonnage, perçage...	
Electrocution, brûlures par contact électrique : réseau de chantier, machines, outils, éclairage, proximité de lignes existantes.	

<b>Nature des travaux</b>	<b>Risques</b>	<b>Mesures à prendre</b>
Utilisation des circulations provisoires de chantier	Chutes de hauteur, glissements, blessures, etc..	Respect des règles de sécurité définies par le plan d'installation de chantier et PPSPS.  Mise en place des sécurités collectives. Maintien en parfait état des circulations : nettoyage, balisage, éclairage et signalisation. Stockage interdit sur l'ensemble des circulations.
Travaux en hauteur	Chutes d'objets  Chutes de hauteur des ouvriers	Mise en place de protections collectives type filets. Vérification de stabilité des matériels et matériaux mis en place nécessaires aux travaux, étalements, éléments préfabriqués... Travaux en surplomb de travailleurs à proscrire. Mise en place continue des protections collectives contre les chutes de hauteur.
Travaux sur échafaudages de pied	Effondrement, chute de hauteur...	Conformité des matériels utilisés, mise en place des protections collectives, conformité des circulations... Conformité de mise en œuvre, stabilisation au sol, arrimage... Stockage de matériaux interdit sur les circulations et planchers incompatibles.
Utilisation de moyen d'élévation mobile	Effondrement, chutes de hauteur.	Conformité des moyens d'élévation utilisés, utilisation adaptée et suivant les prescriptions du fabricant. Moyens équipés des protections contre les chutes de hauteur. Signalisation et balisage des zones d'intervention. Surface au sol stabilisée.
Manutentions manuelles	Accidents corporels, blessures, etc.	Limitation des manutentions manuelles. Respect du Décret N°92-958 du 03.09.1992. Limitation des charges. <i>De façon habituelle pas de charges supérieures à 55 Kg, avec certificat d'aptitude, sans que ces charges ne soient supérieures à 105 Kg.</i> Circulations de chantier conformes et maintien en parfait état.



Utilisation de machines et outils	Blessures, accidents corporels, etc.	Conformité des matériels. Compétence des utilisateurs. Protections individuelles.
Utilisation de produits dangereux et toxiques	Brûlures, asphyxie, pollution, etc.	Stockage spécifique sur site. Protections individuelles.
Utilisation du réseau électrique provisoire de chantier	Electrocution, brûlures...	Conformité des équipements électriques.
Utilisation de produits dangereux et toxiques	Brûlures, asphyxie, pollution, etc..	Stockage spécifique sur site. Protections individuelles.
Utilisation du réseau électrique provisoire de chantier	Electrocution, brûlures...	Conformité des équipements électriques.

## Lot N°12 ELECTRICITE

<b>R I S Q U E S P R I N C I P A U X</b>
<p>Chutes de plain-pied : dans les installations de chantier au sol, sur planchers de travail, sur passerelles de franchissement et accès, sur les accès en général</p> <p>Chutes de hauteur : depuis les planchers de travail (bordures au vide, trémies...), depuis passerelles et plates-formes, depuis les échelles et échafaudages...</p> <p>Coincements, écrasements et blessures lors des manipulations de : pièces d'assemblage, étais, matériaux, ...</p> <p>Coincements, écrasements, heurts et blessures lors des manutentions avec : matériels et matériaux.</p> <p>Ecrasements, heurts et blessures du fait de chutes d'objets : petits objets et outillage, renversement des éléments préfabriqués, murs, effondrement d'étalement, d'éléments divers en cour de pose et manutention....</p> <p>Ecrasements, heurts et blessures du fait d'utilisation de machines de transport : camion, véhicules d'approvisionnement...</p> <p>Ecrasements, heurts et blessures du fait de mauvaises conditions de stockage.</p> <p>Intoxication des voies respiratoires : lors des manipulations de matériaux friables d'isolation...</p> <p>Lésions oculaires par projection de particules lors des travaux de soudage, tronçonnage, perçage...</p> <p>Electrocution, brûlures par contact électrique : réseau de chantier, machines, outils, éclairage, proximité de lignes existantes.</p>

<b>Nature des travaux</b>	<b>Risques</b>	<b>Mesures à prendre</b>
Utilisation des circulations provisoires de chantier	Chutes de hauteur, glissements, blessures, etc..	<p>Respect des règles de sécurité définies par le plan d'installation de chantier et PPSPS.</p> <p>Mise en place des sécurités collectives.</p> <p>Maintien en parfait état des circulations : nettoyage, balisage, éclairage et signalisation.</p> <p>Stockage interdit sur l'ensemble des circulations.</p>
Travaux en hauteur	<p>Chutes d'objets</p> <p>Chutes de hauteur des ouvriers</p>	<p>Mise en place de protections collectives type filets.</p> <p>Vérification de stabilité des matériels et matériaux mis en place nécessaires aux travaux, étalements, éléments préfabriqués...</p> <p>Travaux en surplomb de travailleurs à proscrire.</p> <p>Mise en place continue des protections collectives contre les chutes de hauteur.</p>
Travaux sur échafaudages de pied	Effondrement, chute de hauteur...	<p>Conformité des matériels utilisés, mise en place des protections collectives, conformité des circulations...</p> <p>Conformité de mise en œuvre, stabilisation au sol, arrimage...</p> <p>Stockage de matériaux interdit sur les circulations et planchers incompatibles.</p>
Utilisation de moyen d'élévation mobile	Effondrement, chutes de hauteur.	<p>Conformité des moyens d'élévation utilisés, utilisation adaptée et suivant les prescriptions du fabricant.</p> <p>Moyens équipés des protections contre les chutes de hauteur.</p> <p>Signalisation et balisage des zones d'intervention.</p> <p>Surface au sol stabilisée.</p>
Manutentions manuelles	Accidents corporels, blessures, etc.	<p>Limitation des manutentions manuelles. Respect du Décret N°92-958 du 03.09.1992.</p> <p>Limitation des charges. <i>De façon habituelle pas de charges supérieures à 55 Kg, avec certificat d'aptitude, sans que ces charges ne soient supérieures à 105 Kg.</i></p>

		Protections individuelles.
Utilisation de machines et outils	Blessures, accidents corporels, etc..	Conformité des matériels. Compétence des utilisateurs. Protections individuelles.
Utilisation de matériels dangereux, poste à souder, gaz, ...	Explosion, brûlures, etc..	Stockage spécifique des produits dangereux. Protections individuelles. Compétence des utilisateurs. Moyens de lutte incendie. Vérifications périodiques des matériels tenues à jour.
Utilisation de produits dangereux et toxiques	Brûlures, asphyxie, pollution, etc..	Stockage spécifique sur site. Protections individuelles.
Utilisation du réseau électrique provisoire de chantier	Electrocution, brûlures...	Conformité des installations électriques. P.V. de réception de l'installation électrique par un organisme agréé.

## 2.5. PREVENTION DES RISQUES LORS DE TRAVAUX A PROXIMITE D'OUVRAGES ELECTRIQUES OU GAZ

Lors d'intervention à proximité d'ouvrages électriques ou gaz il conviendra, afin d'assurer la sécurité des intervenants sur le chantier de veiller à chaque phase d'intervention à l'application des règles suivantes :

PHASE	MESURES A PRENDRE
Préparation de chantier	Se procurer les plans originaux, le récépissé du DOE. Repérer les ouvrages à partir des plans.. Mesurer les cotes au plus près de la zone de travail en faisant attention à l'échelle des plans. Reporter (peinture) la position présumée des ouvrages.
Précautions élémentaires	Demander aux services concernés de procéder aux coupures des réseaux de fluides situés dans la zone des travaux et faire afficher les consignes de coupure sur les sources concernées. En cas d'incohérences importantes entre la lecture des plans et celle du site, se rapprocher des services concernés avant toute intervention. SEULE LA PERSONNE QUI A EFFECTUE LA COUPURE D'UN RESEAU DE FLUIDE EST HABILITEE A SA REMISE EN SERVICE – UN AFFICHAGE SUR LA SOURCE INDIQUERA LA RAISON DE LA COUPURE , L'HEURE DE COUPURE ET L'HEURE ET DATE PREVISIONELLE DE REMISE EN SERVICE. + LE NOM DU TECHNICIEN AYANT OPERE LES MISES HORS ET EN SERVICE.
Intervention	
<b>Conduite à tenir en cas de dommage</b>	
<b>Stoppez</b> : immédiatement tous les travaux du chantier. <b>Alertez</b> : immédiatement et systématiquement les services d'urgence. <b>Eloigner</b> : toutes les personnes à proximité <b>N'intervenait jamais</b> : sur les ouvrages endommagés, ne chercher pas à stopper la fuite ni à éteindre le GAZ enflammé. <b>Ne toucher pas</b> : à une personne électrocutée. <b>Prévenir immédiatement le distributeur concerné et votre hiérarchie</b>	

## 2.6. RISQUES SPECIFIQUES LIES A LA PRESENCE D'AMIANTE OU DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

### 2.6.1. Recherche d'amiante dans les immeubles bâtis

Conformément à la réglementation en vigueur les propriétaires d'immeubles bâtis doivent rechercher la présence d'amiante dans leur(s) immeuble(s) selon les dispositions fixées dans le Décret 96/97 du 07/02/97 modifié par Décret 97/855 du 12/09/97, Décret n°2001/840 du 13.10.2001 et Décret n°2002/839 du 3.05.2002

L'ensemble des documents relatifs à l'opération (Diagnostics, plan de retrait, B.S.D.A)annexé au D.T.A est consultable aux services techniques – Une opération générale de désamiantage des sols ont été réalisés en 2010.

**2.6.2. Dossier technique**

Conformément à l'article 7 du Décret 97/855 (modifiant l'art.7 du 96/97) les propriétaires « *constituent, conservent et actualisent un dossier technique regroupant notamment les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux et produits mentionnés par le Décret 97/855...* » dans les conditions définies par le présent article.

Conformément à l'article 7 du Décret 97/855 (modifiant l'art.7 du 96/97) les propriétaires communiquent ce dossier de recherche d'amiante « à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti. »

Décret n°2001-840 du 13.10.01 : les propriétaires des immeubles bâtis avant le 01.07.97 sont tenus, préalablement à la démolition de ces immeubles, d'effectuer un repérage complet des matériaux et produits contenant de l'amiante et de transmettre les résultats à toute personne appelée à concevoir ou réaliser les travaux.

Le dossier technique sera conforme au Code de la santé publique et en particulier aux articles R1334-22, R1334-26, R1334-27 et R1334-28. (Décret n°2004-802 du 29/07/04, Décret n°2006-676 du 08/06/06 et Décret n°2006-1072 du 25/08/06).

Conformément au Code du travail:

article R.4532-7 le dossier technique est transmis au maître d'œuvre et au coordonnateur.

article R.4532-46 le dossier technique est joint au plan général de coordination

article R.4532-53 le dossier technique est joint au plan général simplifié de coordination.

article R.4532-95 le dossier technique est joint au dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage

**2.6.3. Confinement et retrait d'amiante, travaux et intervention sur matériaux et produits contenant de l'amiante**

Les entreprises réalisant des travaux définis dans le Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante devront se conformer à l'ensemble des dispositions prises dans le présent Décret.

**2.7. ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER****2.7.1. Inspection commune**

Il sera organisé par le coordonnateur de réalisation, conformément à l'article R.4532-13, une inspection commune avec les entreprises y compris sous-traitantes préalablement aux interventions de celles-ci.

« Cette inspection commune a lieu avant remise du PPSPS lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger. » (R.4532-13).

**2.7.2. Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**

☑	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.				
☑	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.				
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Mise à jour.	à charge de
	Conformément au CDT, Article L.4532-9 ET L.4532-18, un PPSPS est adressé au coordonnateur avant le début des travaux. Son contenu est défini par le Décret N°94-1159 du 26/12/94.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Voir fiche sécurité OPPBTP A1 M0595 et annexe au PGCSPS				
	Les PPSPS seront remis au coordonnateur au plus tard dans les trente jours (huit jours pour les sous traitants des corps d'état secondaires) à compter de la réception du contrat.	TCE	TCE	TCE	TCE
	R.4532-56 et R.4532-62				
	Conformément à l'article R.4532-71 un exemplaire à jour du PPSPS est tenu disponible en permanence sur le chantier.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Les PPSPS seront adressés au coordonnateur, pour visa,	Concerné	Concerné	Concerné	Concerné

		avant la diffusion aux différents organismes. Entreprise du gros œuvre ou du lot principal et entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers.				
		Le PPSPS de l'entreprise réalisatrice des installations de chantier comportera le plan de chantier sur lequel sera repris l'ensemble des installations, les points de branchements, les voies et accès, les clôtures, les grues et survols, etc..	Concerné	Concerné	Concerné	Concerné

**TABLEAU DES DISPOSITIFS A PREVOIR**

DISPOSITIFS A PREVOIR			DUREE DU CHANTIER		OBSERVATIONS	Ref.
INSTALLATIONS D'ACCUEIL DANS LE CHANTIER			< 4 mois	>4 mois		
	WC	Cabinet d'aisances et urinoirs			Un cabinet et un urinoir pour 20. Papier hygiénique. Chauffés et aérés. Un cabinet au moins avec point d'eau.	R.4534-144 R.4534-145 R4228-10 à 15
	Sanitaires	Lavabos, rampes toilette. Moyens de nettoyage, séchage et essuyage.			Eau courante potable. 1 point pour 10 travailleurs. Eau à température réglable facultative.	R.4534-141
		Lavabos, moyens de nettoyage, séchage et essuyage.			Lavabo eau potable. Eau à température réglable. 1 lavabo pour 10.	R.4228-7
		Douches			Obligatoire sur les chantiers de travaux salissants et/ou insalubres. (1 pour 8).	R.4228-8 & 9 R.3Paillasses humides et sèches-2
	Eau	Potable pour boisson			Eau potable fraîche: 3 litres par jour par travailleurs.	R.4534-143
		Pour la toilette			Potable. En quantité suffisante.	R.4534-141
		Eau chaude			1 robinet eau froide et chaude pour 10 personnes prenant leurs repas.	R.4228-22
	Réfectoires	Local réfectoire			Aéré, éclairé, chauffé en saisons froides.	R.4534-142 R.4228-22 à 24
		Appareils de réchauffage ou cuisson			Tables et sièges en nombre suffisant. Nettoyage local et équipements après chaque repas.	
		Garde manger				
		Réfrigérateur	Facultatif			
	Vestiaires	Local avec armoires-vestiaires. (patères tolérées pour chantier exigé)			Aéré, éclairé, chauffé en saisons froides. Possibilité d'utiliser des véhicules spécialement aménagés	R.4534-139 R.4534-140
		Local avec armoires-vestiaires.			Armoires-vestiaires ininflammables avec serrures ou cadenas.	R.4228-6

**OBLIGATIONS DU CHEF D'ETABLISSEMENT CONCERNANT LES INSTALLATIONS SANITAIRES**

Rappel du code du travail

Article	Objet	Observations
R.4228-1	Mise à disposition par l'employeur de vestiaires, lavabos, cabinets d'aisances et le cas échéant des douches.	
R.4228-2 à R.4228-5	Vestiaires et lavabos dans un local spécial, isolé des locaux de travail, à proximité des passages des travailleurs. Si vestiaires et lavabos dans des locaux séparés la communication doit se faire hors locaux de travail ou stockage et sans passer par l'extérieur. Sols et parois doivent permettre le nettoyage efficace. Locaux aérés et convenablement chauffés. Etat constant de propreté. En cas de personnel mixte installations séparées hommes femmes.	Les Vestiaires doivent être installés avec des lavabos.
R.4228-6	Vestiaires avec sièges et armoires individuelles avec serrure ou cadenas.	
R.4228-7	Lavabos à eau potable. Température de l'eau réglable. Moyen de nettoyage, séchage ou essuyage à disposition avec entretien et changement suivant nécessité.	1 lavabo pour 10 personnes
R.4228-8 R.4228-9	Douches pour les travaux salissants. Sols et parois permettant le nettoyage. Température de l'eau réglable.	
R.3Paillasses humides et sèches-2	Le temps passé à la douche est rémunéré au tarif normal des heures de travail.	
R.4228-10 à R.4228-15	Cabinets d'aisances. Ne doivent communiquer directement avec les locaux fermés ou le personnel est appelé à séjourner. Aménagés afin de ne dégager aucune odeur, être équipés de chasse d'eau, pourvus de papier hygiénique. Convenablement chauffés et ventilés	1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes. 2 cabinets pour 20 femmes.  1 cabinet au moins avec poste d'eau.



	Sols et parois en matériaux imperméables permettant un nettoyage efficace. Portes pleines avec fermeture intérieure décondamnée de l'extérieur. Nettoyage et désinfection une fois par jour. Evacuation suivant les règlements sanitaires.	
R.4225-7	Adaptation aux personnes handicapées.	
R.4228-16 à R.4228-18	Dispense de certaines obligations par l'inspection du travail sur la demande du chef d'établissement.	

### 2.7.3. Branchements provisoires de chantier

☞ Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞ Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Branchement général électrique, demande de compteur, mise en place coffret de chantier.	LOT 2	LOT 2		concerné
	Branchement eau (chantier et eau potable). Branchement général pour les cantonnements, branchements de points d'eau de chantier en fonction des besoins et étendu du chantier.	LOT2	LOT 2		
	Evacuations EP/ EU/EV des installations de chantier.	LOT 2	LOT 2		

### 2.7.4. Electricité de chantier

☞ Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞ Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Installations électriques : voir fiches sécurité OPPBTP G1.M à G4.M et G1.F à G4.F Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur et vérifiées par un organisme agréé avant la mise en service. Les installations électriques seront mises en oeuvre par des entreprises qualifiées sous leur responsabilité.	LOT 12			
	Branchement général de chantier : armoire générale de distribution et branchement depuis le comptage chantier. Voir fiche sécurité OPPBTP G4.F0168	LOT 2			
	Eclairage extérieur de chantier, cantonnements, circulations et accès et toutes les zones de chantier extérieures.	LOT 12			
	Eclairage intérieur. Eclairage de tous les locaux suivant nécessité..	LOT 12			
	Eclairage de locaux lors des interventions ponctuelles des entreprises.	LOT 12			
	Voir fiche sécurité OPPBTP G1.F0289				
	CdT R.4534-9				
	Branchements conformes des zones de cantonnement pour les installations communes et privatives depuis comptage ou armoire générale de chantier.	LOT 12			

		Départs en nombre suffisant depuis l'armoire générale permettant les alimentations de l'ensemble des besoins électriques (cantonnerments, armoires divisionnaires, éclairages, etc.).	LOT 12			
		Voir fiche sécurité OPPBTP G1.F0189				
		Installation électrique provisoire intérieure, armoires divisionnaires et colonne montante : Le nombre d'armoires de distribution devra être suffisant pour alimenter correctement et normalement l'ensemble des intervenants. Armoires de distribution à protection différentielle 16A+T, 4 fiches.	LOT 12			
		<u>Prévoir le nombre d'armoires de distribution pour permettre les branchements distants au maximum de 25m des points d'alimentation.</u>				
		<u>Bâtiments à étages : prévoir une armoire de distribution principale par niveau et si nécessaire armoire secondaire permettant les branchements distants au maximum de 25m des points d'alimentation.</u>				
		Voir fiche sécurité OPPBTP G1.F0391				
		Alimentation des appareillages. Conformité des matériels utilisés, prolongateurs non supérieurs à 25 mètres.	TCE			
		Voir fiches sécurité OPPBTP G4.M0387, G4.M0488, G4. F0289.				
		Plan de distribution électrique. Remis au coordonnateur en début de réalisation et réajusté durant la réalisation.	LOT 12			

## 2.7.5. Signalisation

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de	
	Signalisation extérieure de chantier : Balisage d'accès. Signalisation de circulation à proximité. Signalisation d'interdiction d'accès. Signalisation générale de sécurité.	LOT 2				
	Panneau de chantier.	LOT 2				
	<b>Confinement général du site avec confinement étanche.</b> <b>Film polyane</b>	LOT 1				
	Gestion des ouvertures et fermetures de chantier	LOT 2				
	Clôture des zones de cantonnement et stockage ainsi que toutes zones présentant des risques pour les chantiers non clos.	LOT 2				
	Clôture spécifiques des zones de stockage de matériaux dangereux.	LOT 1				

		Signalisation intérieure au chantier : Consignes de sécurité. Affichages liés à la sécurité du chantier. Panneaux de signalisation (voiries, accès, dangers, interdictions, etc.). Balisages.	LOT 2			

### 2.7.6. Circulations et accès

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de	
	Définition des accès au site : Plan d'installation de chantier.	LOT 2				
	Ensemble des voies de circulations et accès destinés aux véhicules de chantier, ceux-ci seront séparés des accès et circulations destinés au personnel.	LOT 2				
	Voies de circulations et accès destinés au personnel depuis l'accès au chantier jusqu'aux zones d'installations communes et privatives. Maintien en parfait état.	LOT 2				
	Ensemble des voies de circulation destinées au personnel à l'intérieur du site depuis les zones d'installations communes et privatives jusqu'aux zones de travaux. Maintien en parfait état.	LOT 2				
	Travaux réalisés sur un site où il existe une activité d'exploitation sur le site ou à proximité : le port de badge avec indication du nom de l'entreprise et du travailleur sera exigé.	LOT 2				
	Voies de circulations et accès destinés au personnel, aux véhicules de chantier.	LOT 2				

### 2.7.7. Les zones de stockage

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de	
	Définition des zones de stockage sur le plan d'installation de chantier. Remise à jour du plan suivant l'évolution du chantier.	LOT 2				
	Définition dans le PPSPS des besoins de stockage, caractéristiques, durée, type de matériaux stockés, de chaque entreprise intervenante.	LOT 2				
	Stockage de matières ou substances dangereuses : Mesures particulières à prendre définies dans le PPSPS.	LOT 2				

	Toutes les matières dangereuses (produits d'étanchéité et isolation, bouteilles de gaz, etc.) devront être stockées à plus de 8 mètres des limites de voisinage.	LOT 2			
	Les zones de stockage sont <b>interdites</b> : Sur l'emprise de tous les accès. Dans les circulations destinées à l'évacuation des personnes en cas de sinistre. Sur les circulations horizontales. Dans les circulations verticales. Sur les éléments de construction incompatibles. <b>Les locaux des bâtiments existants ne pourront en aucun cas, servir de magasin de stockage</b>				

### 2.7.8. Protection incendie

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.				
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.				
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Protection incendie des zones de cantonnement, extincteurs.	LOT 2			
	Voir fiches sécurité OPPBTP A6. F 0185 et A6.M0192				
	Chaque entreprise assurera sur ses postes de travail présentant des risques d'incendie la fourniture et les moyens de protection adaptés aux risques créés	TCE			

### 2.7.9. Protections collectives

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.				
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.				
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Voir fiches sécurité OPPBTP B1.M à B6.M et B1.F à B6.F				
	Définition des principes généraux des protections collectives des circulations et postes de travail.	LOT 2			
	Protections collectives générales de chantier.				
	Mise en place de garde-corps aux droits des risques de chutes de hauteur (hauteur de plus de 3m), garde-corps réglementaires de 1 m minimum par rapport au niveau de sol avec plinthe de 0.10 m minimum (plinthe de 0.15 pour garde corps de 1.10m).	LOT 2			
	CDT R.4534-3 à 5 – R.4534-6				
	Les protections collectives spécifiques mises en place par une entreprise devront rester en place soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>Jusqu'à la remise en place, par l'entreprise les ayant déposées, des protections collectives générales,</li> <li>Jusqu'à la fin de toutes les interventions de tous les corps d'état devant accéder sur les zones de travaux où il existe des risques de chute de hauteur.</li> </ul>				

		Tous corps d'état déposant des protections collectives mises en place doit en informer le lot ayant la charge de ces protections et prévoir un équipement de remplacement adapté à ses travaux (mesures compensatrices de sécurité) et prévoir à la fin de son intervention la remise en place de protections collectives équivalentes à celles déposées jusqu'à la réalisation des protections définitives.	TCE		
		R.4228-23 – R.4323-58 à 61 – R.4323-65 & 66			
		En cas de retrait de l'entreprise chargée des protections collectives elle transférera sa responsabilité à une entreprise intervenant sur le site avec le maintien des protections collectives mises en place.	Concerné	Concerné	Concerné
		La responsabilité de chaque entreprise est totale en cas d'intervention de ses salariés sur un emplacement non protégé.	TCE	TCE	TCE
		En cas de carence des protections collectives, des dispositifs de sauvegarde seront pris, facturés à l'entreprise défaillante, qui en assurera la responsabilité.	Concerné	Concerné	Concerné

#### 2.7.10. Protections individuelles

		Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.			
		Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.			
		Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.
					à charge de
		<b>Pour des interventions non répétitives et ponctuelles, en cas d'impossibilité de mise en place de protections collectives, les intervenants devront utiliser des protections individuelles adaptées.</b>	TCE	TCE	TCE
		<b>Toutes les entreprises veilleront à ce que leur personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuels adaptés à leur activité conformément à la législation en vigueur.</b>	TCE	TCE	TCE

#### 2.7.11. Elévation du personnel

		Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.			
		Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.			
		Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.
					à charge de
		Pour la mise en place de matériel d'échafaudage ou d'élévation, le nivellement et le compactage des abords seront assurés sur toute la zone concernée, préalablement à l'intervention des entreprises réalisatrices.	LOT 2		
		Les moyens d'élévation du personnel devront être indiqués dans les PPSPS de l'entreprise et correspondre à l'ensemble des règlements en vigueur.	TCE	TCE	TCE



		Il est rappelé que l'échelle est un moyen d'accès vertical et qu'elle ne peut être utilisée comme un poste de travail que dans les prescriptions du décret N°2004-924, impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou travaux à risque faible et courte durée non répétitif.	TCE	TCE	TCE
		CDT Partie 4, livre 3, titre 2 chapitre3 section 8. Voir Manuel de prévention N°17 OPPBTP			

## 2.7.12. Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales

### 2.7.12.1. Cheminements horizontaux

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.				
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.				
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Circulations horizontales intérieures : Réalisées par les planchers définitifs. Les planchers devront répondre aux surcharges liées à l'exécution des travaux tous corps d'état.	LOT 2			
	Les circulations devront être exemptes d'obstacle pouvant constituer des dangers pour les utilisateurs. Maintien en parfait état de propreté.	TCE			

## 2.8. CALENDRIER D'EXECUTION, ADAPTATIONS SUR TEMPS REEL

Le calendrier d'exécution fera clairement apparaître les mesures prises afin de limiter les co-activités sur le site du chantier et prévenir les superpositions de tâches, les zones de travaux devront être définies sur le planning d'exécution afin de vérifier l'inexistence des superpositions des tâches dans l'espace.

## 2.9. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

### 2.9.1. Approvisionnements

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.				
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.				
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien mise à jour	à charge de
	Définition des approvisionnements dans le PPSPS (en particulier matières dangereuses).	TCE	TCE	TCE	TCE
	Définition dans le PPSPS et mise en place des moyens adéquats de manutention en favorisant la mise en place de moyens mécaniques évitant le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Respect des articles du Code du Travail R.4541-1 à 11 et R.4612-7				
	Planning de livraison.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Conditions de livraison, utilisation des accès de chantier, des aires de déchargement...	TCE	TCE	TCE	TCE
	Recettes à matériaux liées aux travaux spécifiques d'une	concerné	concerné	concerné	concerné

	entreprise : caractéristiques, emprise et durée.				
	Moyens de manutention propres aux entreprises. Limiter le recours aux manutentions manuelles. Utilisation des moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Mise à disposition d'un monte matériaux pour toutes les entreprises, sur pignon à déterminer				

### 2.9.2. Utilisation d'outils de sciage de matériaux

☞	Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.				
☞	Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.				
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Mise en place et utilisation des outils de sciage mécanique de matériaux conformes aux règles et normes en vigueur.	concerné	concerné	concerné	concerné
	Dispositions de sécurité minimum : protecteur, port de lunettes, couteau diviseur approprié, installation à l'abri des intempéries, disjoncteur à déclenchement au premier défaut, arrêt d'urgence.	concerné	concerné	concerné	concerné
	Utilisateur qualifié, formation préalable.	concerné	concerné	concerné	concerné
	L.4111-6, L.4141-2 et 3, L.4142-1 et 2 L.4143-1, L.4522-2				

### 2.9.3. Limitation du recours aux manutentions manuelles

Afin de répondre aux prescriptions définies par le code du travail, les entreprises devront prendre toutes les mesures d'organisation appropriées et utiliser les moyens adéquats en ce qui concerne les manutentions, elles devront notamment mettre en place tous les moyens nécessaires afin de limiter la manutention manuelle de charges.

#### Code du travail

REF. article	OBJET
R.4541-1 & 2	Domaine d'application et définition de la manutention manuelle.
R.4541-3 & 4	Utilisation des moyens mécaniques ou mesures d'organisation de façon à limiter l'effort.
R.4541-5 & 6	Evaluer les risques. Organisation des postes de travail.
R.4541-11 R.4612-7	Conseil du médecin du travail lors de l'évaluation des risques et organisation des postes de travail.
R.45.41-7	Information des travailleurs.
R.4541-8	Information des travailleurs sur les risques. Formation à la sécurité.
R.4541-9	Limitation des charges. De façon habituelle pas de charges supérieures à 55 Kg, avec certificat d'aptitude, sans que ces charges ne soient supérieures à 105 Kg.

## 2.10. LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

### 2.10.1. Nettoyage de chantier - stockage et reprise

Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Nettoyage général des abords. Riverains. Voies publiques. Voies de dessertes.	LOT 2	LOT 2	LOT 02	Prorata
	Nettoyage général du chantier.	LOT 2	LOT 2	LOT 2	Prorata
	Bennes de réception des déchets inertes ou industriels banals. Mise à disposition des intervenants. Enlèvement. (Evacuation régulière des gravats avec arrosage lors des chargements)	LOT 2	LOT 2	LOT 2	Prorata
	Bennes de réception des déchets inertes ou industriels banals issus des travaux de plâtrerie. Enlèvement.	LOT 2	LOT 2	LOT 2	LOT 2
	Nettoyage des zones d'intervention et abords des entreprises intervenantes.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Les intervenants devront faire le nettoyage des zones de leurs interventions et l'enlèvement de leurs déchets et résidus jusqu'aux bennes prévues à cet effet. Il est rappelé aux entreprises : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Que les nettoyages, transports de résidus et stockages des déchets devront être réalisés suivant les dispositions générales d'organisation et suivant la réglementation en vigueur,</li> <li>• Que le stockage de déchets dans l'ensemble des circulations, des accès et toutes zones non prévues à cet effet est formellement interdit,</li> <li>• Que les moyens d'évacuation doivent être prévus et adaptés aux types de déchets et aux caractéristiques et contraintes du site et des zones d'intervention.</li> </ul>	TCE	TCE	TCE	TCE

### 2.10.2. Les conditions d'enlèvement déchets industriels spéciaux et des matériaux dangereux utilisés

Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	ENLEVEMENT DES D.I.S. ET DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES. Aucun déchet, décombres ou résidu classé Déchets Industriels Spéciaux ou provenant de matériaux dangereux ne sera stocké sur le site, l'enlèvement systématique sera effectué suivant les réglementations en vigueur.	concerné	concerné	concerné	concerné

## **2.11. LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

### **2.11.1. Utilisation commune des installations**

En cas d'utilisation commune de certaines installations de chantier par les entreprises, ces installations devront être définies dans les PPSPS des entreprises et faire apparaître les mesures prises pour leur installation, entretien, le maintien en parfait état de propreté et leur utilisation en fonction des enchaînements de tâches.

### **2.11.2. Interaction sur le site**

Les entreprises devront définir dans leur PPSPS l'ensemble des mesures prises en matière d'interaction et en particulier sur les points suivants :

- Les mesures prises pour prévenir les risques générés par l'activité des autres entreprises, du chantier et de l'environnement.
- Les mesures prises pour prévenir les risques générés par l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants.
- Dispositions prises afin d'interdire les travaux superposés.
- Dispositions prises pour prévenir les risques dus aux chutes d'objets.
- Dispositions de nature à éviter la coactivité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique.
- Dispositions prises pour la prévention des risques de maladies professionnelles, aspiration, ventilation de locaux hors d'air, choix des modes opératoires et produits, réduction des nuisances...
- Dispositions prises afin d'éviter les risques entraînés par l'emploi de matériaux dangereux ou présentant des risques d'intoxication lors de leur mise en œuvre.

### **2.11.3. Interaction avec les concessionnaires et intervenants extérieurs**

Afin de résoudre les sujétions pouvant découler des interactions entre les activités du chantier et les interventions des concessionnaires et d'intervenants extérieurs les mesures suivantes doivent être prises :

- Organisation d'une réunion de planification des interventions à l'initiative du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre entre les concessionnaires et intervenants extérieurs, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises concernées et le coordonnateur de sécurité. Cette réunion devra intervenir si possible avant le démarrage de travaux.
- Interventions des concessionnaires et intervenants extérieurs incluses par la maîtrise d'œuvre dans le planning général des travaux.

## **3. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER**

### **Cloisonnement des travaux**

Une attention particulière devra être portée sur les risques liés au maintien du fonctionnement de l'hôpital, pendant les travaux (risques sanitaires notamment, liés à la pollution transmise par gravats et poussières) ; c'est pourquoi, en fonction du phasage, les zones en travaux devront être totalement isolées et confinées :

-Confinement statique : isolement physique entre les zones chantier et les zones en activité. Les confinements devront être extrêmement soignés sur l'étanchéité. Prévoir un sas d'accès à la zone de travaux. Une signalisation adaptée (bandes jaunes) devra être mise en place dans la circulation du service en activité.

Lors de la mise en œuvre de ces confinements, des cloisons souples devront être disposées et entretenue pour la durée du chantier.

## **4. LES MESURES GENERALES PRISES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

Pour les opérations de bâtiment dont le volume des travaux est supérieur à 760 000€ T.T.C. le maître d'ouvrage doit :

- La voie d'accès constamment praticable et convenablement éclairée, prolongée dans le chantier pour permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les locaux qui leur sont destinés.
- Les points de raccordements aux réseaux : eau potable, électricité, eaux usées, eaux vannes.

L'ensemble de ces installations devra être défini sur le plan d'avant projet d'installation de chantier.

## 5. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

### 5.1. PROCEDURES COMMUNES D'ORGANISATION DES SECOURS

#### 5.1.1. Premiers secours

☞ Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞ Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Affichage général sur le site (implantation définie dans le PPSPS de l'entreprise réalisatrice) : Affichage appel en cas d'urgence. Conduite à tenir en présence d'un blessé. Liste des secouristes présents sur le site. Accès des secours au chantier. Plan d'installation de chantier. Voir fiches sécurité OPPBTP H4.M0388 et H4.M0196	LOT 2			
	Moyens d'appel téléphonique. Les moyens d'appel seront définis dans le PPSPS de l'entreprise réalisatrice.				

#### 5.1.2. Secouristes

La présence de secouriste sur le site doit répondre à l'article R.4224-15 du Code du Travail (1 secouriste par 20 ouvriers).

Les secouristes désignés doivent être IDENTIFIABLES (macaron, casque, badge,...).

En cas de non-respect des dispositions réglementaires, le coordonnateur pourra exiger des entreprises la mise en place d'une formation de secourisme ou l'affectation sur le chantier de personnel compétent en la matière.

#### 5.1.3. Matériel de secours installé sur le site

☞ Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞ Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Boîtes de secours, chaque entreprise en activité devra disposer sur le site d'une boîte de secours à disposition des ouvriers.	TCE	TCE	TCE	TCE
	Contenu et vérification : MEMO Pratique OPPBTP H4 M02 88.				
	Lorsque plus de 20 personnes pendant 15 jours : Une armoire à pharmacie. Emplacement d'un brancard.	LOT 02	LOT 02	LOT 02	Prorata

#### 5.1.4. Mesures prises pour l'évacuation des blessés

☞ Renseignements d'organisation générale arrêtés par le MAITRE D'ŒUVRE en concertation avec le coordonnateur.					
☞ Mesures de coordination prises par le COORDONNATEUR en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.					
	Mesures d'organisation et de coordination	Réalisé par	à charge de	Entretien consom.	à charge de
	Accès au chantier : Affichage plan de masse avec points de repère. Fléchage d'accès au chantier.	LOT 2	LOT 2	LOT 022	LOT 02
	Une personne désignée (par le secouriste ou responsable de chantier) chargée de l'accueil et guidage des secours.	Désignée	Désignée		

PGC – COMOTYS

PUI

**5.2. SERVICES D'URGENCE**

<b>NOM</b>	<b>Adresse</b>	<b>Téléphone</b>	<b>Fax</b>
<b>SAMU</b>		<b>15 ou 112</b>	
<b>HOPITAL</b>	579 rue du Mal JUIN – 83400 HYERES	<b>04.94.00.24.00</b>	
<b>POMPIERS</b>		<b>18</b>	
<b>POLICE</b>		<b>17</b>	

**Chaque entreprise communiquera au CSPS, sous 48 heures, une copie de la déclaration d'accident.**

## **6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

### **6.1. RELATIONS DE SOUS-TRAITANCE**

Le Plan Général de Coordination est joint au marché des entreprises.

Chaque entreprise qui sous-traite tout ou une partie de son lot doit fournir le Plan Général de Coordination ainsi que son PPSPS à l'entreprise sous-traitante.

Les relations entre entreprise titulaire ou sous-traitante et entreprises sous-traitantes doivent être régies par des contrats de sous-traitance dans lesquels le PGC doit être annexé.

Toute entreprise qui sous-traite tout ou une partie de son lot transmet au coordonnateur le PPSPS de l'entreprise sous-traitante annexé à son PPSPS.

### **6.2. TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants intervenant sur le chantier devront se conformer en tout point aux textes et réglementations en vigueur, en ce qui concerne notamment les prescriptions réglementaires définies par le code du travail :

- Articles R.4532-2, 10, 14, 22, 44, 64 et 77
- Articles R.4535-1 à 10
- Article R4744-6.

## **7. INFORMATIONS RELATIVES AU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE**

### **7.1. DEFINITION DU D.I.U.O.**

Conformément à l'article L.4532-16 et L.4532-18 le DIUO est établi et complété au fur et à mesure du déroulement des phases de conception d'étude et d'élaboration du projet puis de la réalisation de l'ouvrage par le coordonnateur.

Ce dossier rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

### **7.2. ETENDUE DES DISPOSITIONS FIGURANT DANS LE D.I.U.O.**

Figurent dans le D.I.U.O., pour toutes les opérations, les dispositions visées aux a, b, c et d ainsi qu'à l'alinéa 3 de l'article R.4211-3, soit les dispositions :

- a) pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture... ;
- b) pour l'accès en couverture et notamment - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ; les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ; les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- c) pour faciliter les travaux d'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- d) pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour : le ravalement des halls de grande hauteur; les accès aux machineries d'ascenseur, les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide sanitaire.

R.4211-4 : Lorsqu'ils existent : indication des locaux techniques de nettoyage et locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

D'autre part, le D.I.U.O. comporte pour les opérations de bâtiments visés aux articles L.4211-1 et 2 le dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R.4211-3

**Extraits des textes réglementaires du Code Du Travail**

Article L4211-1: *Le maître d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs se conforme aux dispositions légales visant à protéger leur santé et sécurité au travail.*

Article L4211-2: *Pour l'application des dispositions relatives à la conception des lieux de travail, des décrets en Conseil d'Etat, pris en application de l'article L.411-6 déterminent :*

1°) *Les règles de santé et de sécurité auxquelles se conforment les maîtres d'ouvrage lors de la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs ;*

2°) *Les locaux et dispositifs ou aménagements de toute nature dont sont dotés les bâtiments que ces décrets désignent en vue d'améliorer les conditions de santé et de sécurité des travailleurs affectés à leur construction ou à leur entretien.*

Article L.4111-1 : *Sous réserve des exceptions prévues à l'article L.4111-4 les dispositions de la présente partie sont applicables aux employeurs de droit privé ainsi qu'aux travailleurs.*

*Elles sont également applicables :*

1°) *Aux établissements publics à caractère industriel et commercial ;*

2°) *Aux établissements publics administratifs lorsqu'ils emploient du personnel dans les conditions du droit privé ;*

3°) *Aux établissements de santé, sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.*

**7.3. DOCUMENTS, PLANS ET NOTES TECHNIQUES RASSEMBLES DANS LE D.I.U.O.**

Pour élaborer le D.I.U.O. le coordonnateur doit rassembler l'ensemble des données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'intervention ultérieure, afin de compléter le D.I.U.O. en phase de réalisation les intervenants fourniront au coordonnateur les documents, plans et notes techniques à intégrer au D.I.U.O..

Se référer à la liste annexée au présent document.

Conformément à l'article R.4532-95 "*Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R.1334-22 et R1334-28 du code de la santé publique sont également joint au D.I.U.O.*".



## 8. EVOLUTION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

### 8.1. TABLEAU DE MISE A JOUR

N°	Mise à jour	OBJET
01	25/05/25	Elaboration du P.G.C
02	25/05/25	Ouverture du Registre Journal
03	25/05.25	Elaboration du D.I.U.O. phase conception

### 8.2. LISTE DES ANNEXES

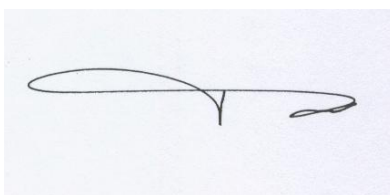
N°	Date	OBJET

## 9. CONCLUSION

Le PGC, par définition, évolutif, tiendra compte bien entendu de tous les problèmes soulevés tant par le Coordonnateur que par le Maître d'Oeuvre ou les entreprises liées à l'exécution, qui n'auraient pas été évoqués plus tôt.

Il sera rectifié en conséquence.

Le 25 05 2025  
Le Coordonnateur de sécurité  
Virginie DEVRED



## 10. ANNEXES

### 10.1. DOCUMENTS, PLANS ET NOTES TECHNIQUES POUR LE D.I.U.O

Interventions	Plans et Notes	Fourni par	DIU	DOE	Indications à mentionner
Intérieures	Plan de niveau	Lots réalisateurs	x		Repérage des halls de grande hauteur. Repérage des murs rideaux. Repérage des installations électriques en hauteur et définition des revêtements de sols. Définition des accès.
<b>RESEAUX</b>					
	Plan de plomberie, gaz et réseaux fluides spécifiques.	Lots techniques concernés.	x		Types de réseaux (alimentation, distribution, EF/EC, chauffage, etc.). Robinets de coupure. Accès aux réseaux et équipements. Réseaux encastrés.
	Fiches techniques	Lots techniques concernés.		x	Consignes de sécurité des matériels pour l'entretien ultérieur.
	Plan d'électricité	Lot électricité	x		Caractéristiques des réseaux. Organes de coupure. Accès aux réseaux et matériels. Réseaux encastrés.
	Fiches techniques	Lots techniques concernés		x	Consignes de sécurité des équipements pour l'entretien ultérieur.
	Plan de faux plafond	Lot faux plafonds	x		Accès aux organes de commande intégrés dans les plénums.
	Plan des gaines techniques	Lots réalisateurs	x		Accès positionné et dimensionné. Eclairage et fourniture d'énergie. Définition des réseaux et organes de coupure.
Réseaux spécifiques.	Plans divers et fiches techniques	Lots réalisateurs	x		Définition des installations spécifiques. Accès et moyens intégrés pour l'entretien ultérieur
<b>VENTILATION. CHAUFFAGE. CLIM.</b>					
	Plan	Lots techniques concernés	x		Accès positionné et dimensionné. Implantations des réseaux et matériels. Organes de coupure. Energies disponibles.
	Fiches techniques	Lots techniques concernés		x	Consignes de sécurité des équipements pour l'entretien ultérieur.
<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>					
<b>DOSSIER DE MAINTENANCE</b>					
	dossier de maintenance des lieux de travail prévu aux articles R.4211-3, 4 et 5 lorsqu'il s'agit d'un établissement visé aux articles L.4211-1 et L.4211-2 du Code Du Travail.	Maître d'ouvrage			<ul style="list-style-type: none"> <li>Documents, notices et dossiers techniques prévu aux articles R4213-4 (niveaux d'éclairage, détermination des règles d'entretien du matériel), R4212-7 (ventilation et assainissement des locaux, informations permettant l'entretien, le contrôle et l'utilisation) et R4215-3 (description et caractéristiques des installations électriques). Dispositions prises pour:</li> <li>Entretien intérieur, accès canalisations en galerie technique ou V.S.</li> </ul>

<b>DOSSIER TECHNIQUE DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE</b>					
	Dossier prévu dans le code de la santé publique	Maître d'ouvrage	x		Dossier suivant article R1334-22 et R.1334-28 du code de la santé publique.
<b>DOCUMENTS SPECIFIQUES A L'OPERATION</b>					

## 10.2. RAPPEL REGLEMENTAIRE SUR LE P.P.S.P.S.

### 10.2.1. Textes de référence

Les entreprises intervenant sur l'opération se conformeront à l'ensemble des obligations concernant la réalisation des PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) suivant les articles:

- L 4532-9 - Etablissement avant les travaux. Diffusion du PPSPS.
- L 4532-18 - Nature et contenu suivant Décret.
- R 4532-57- PPSPS pour entreprises intervenant plus d'un an et plus de 50 salariés pendant plus de 10 jours.
- R 4532-56 - Délais pour la réalisation.
- R 4532-58 et 59- Diffusion des PPSPS par le coordonnateur.
- R 4532-60- Sous-traitance.
- R 4532-61 et 62- PPSPS des sous traitants. Réalisation et délais.
- R 4532-63 à 68- Contenu du PPSPS.
- R 4532-66- Analyse et définitions contenues dans le PPSPS.
- R 4532-69- Consultation du PPSPS (médecin du travail et délégués du personnel).
- R 4532-70- Diffusion du PPSPS.
- R 4532-71- Disponibilité sur chantier et mise à jour du PPSPS.
- R 4532-73 et 74- Consultation du PPSPS et archivage (5 ans à compter de la réception, par l'entreprise).

### 10.2.2. Le contenu minimum exigible par textes législatifs

CONTENU	REF.
Nom et adresse de l'entrepreneur	R4532-63
Evolution prévisible des effectifs sur le chantier	R4532-63
Nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.	R4532-63
Les dispositions en matière de secours et évacuation	R4532-67
Consignes de premiers secours (accident et malade)	R4532-67
Nombre de secouristes	R4532-67
Matériel médical existant sur le chantier	R4532-67
Mesures prises pour le transport des blessés	R4532-67
Les mesures prises pour l'hygiène	R4532-67
Adaptation à l'opération	R4532-64
Mesures prises pour prévenir les risques découlant :	
• De l'exécution de travaux pouvant avoir une incidence particulière pour les travailleurs de l'entreprise...	R4532-64
• Des contraintes propres au chantier, environnement et activité sur le site.	R4532-64
• Des travaux de l'entreprise pouvant présenter des risques pour les autres intervenants.	R4532-64
• De l'exécution de ses propres travaux	R4532-64
Analyse détaillée des procédés de construction et d'exécution ainsi que des modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs...	R4532-66
Définition des risques prévisibles..., mesures de protections collectives ou, à défaut, individuelles, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.	R4532-66
Précisions sur r: les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celle-ci requièrent une adaptation particulière.	R4532-66

### 10.3. PROGRAMME DE REPERAGE DES MATERIAUX POUVANT CONTENIR DE L'AMIANTE

<b>Tableau annexe du Décret du 13 septembre 2001 modifiant les Décrets 96/97</b>	
<b>PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE</b>	
COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures et enduits</b>	
Murs	Flocages. Projections et enduits. Revêtements durs (plaques menuiserie, amiante ciment).
Poteaux	Flocage. Enduits projetés. Entourage de poteaux (carton, amiante ciment, matériaux sandwich, carton+plâtre).
Cloisons	Flocage. Projections et enduits, panneaux de cloison.
Gaines et coffres verticaux	Flocage. Enduits projetés. Panneaux et cloisons.
<b>2. Planchers, plafonds et faux plafonds</b>	
Plafonds	Flocage. Enduits projetés. Panneaux collés ou vissés.
Poutres et charpentes	Projections et enduits.
Gaines et coffres verticaux	Flocages. Enduits projetés. Panneaux.
Faux plafonds	Panneaux.
Planchers	Dalles de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides ...)	Conduit, calorifuge. Enveloppe de calorifuges.
Clapets/volets coupe feu	Clapet, volet, rebouchage.
Portes coupes feu	Joints (tresses, bandes).
Vides ordures	Conduit.
<b>4. Ascenseur, monte charge</b>	
Trémie	Flocage.